

# Penser globalement et agir localement

Claude Gauvreau

La lutte contre les pesticides est au cœur d'un partenariat de recherche entre l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et la Chaire d'études sur les écosystèmes urbains, dirigée par le professeur Laurent Lepage. En effet, il y a quelques mois, l'Union et la chaire présentaient conjointement leurs mémoires sur l'utilisation des pesticides en milieu urbain à la suite de la création d'un groupe de réflexion par le ministère d'État à l'environnement et à l'eau du Québec.

La chaire, rappelons-le, est un lieu de réflexion interdisciplinaire sur

a tendance à déléguer de plus en plus de pouvoirs aux acteurs régionaux ou locaux, notamment en matière d'environnement, la meilleure façon de mettre en œuvre le développement durable, c'est d'agir à l'échelle des collectivités locales, ajoute M. Lepage.

Ainsi, encouragées par une décision récente de la Cour suprême du Canada leur reconnaissant un pouvoir de réglementation pour assurer le bien-être de leurs citoyens, des municipalités ont décidé de bannir les pesticides sur leur territoire. «Dans le cadre des consultations du Groupe de réflexion sur les pesticides en milieu urbain, nous avons d'abord demandé à une étudiante de maîtrise en

*«Dans un contexte où l'État a tendance à déléguer de plus en plus de pouvoirs aux acteurs régionaux ou locaux, notamment en matière d'environnement, la meilleure façon de mettre en œuvre le développement durable, c'est d'agir à l'échelle des collectivités locales.»*

l'écosystème urbain et sa protection. Elle s'intéresse à des problématiques mal connues de l'environnement urbain (qualité de l'air et de l'eau, espaces verts, sites contaminés, pollutions industrielles), ainsi qu'aux nouveaux liens à établir entre la connaissance scientifique, l'implication des citoyens et la décision publique. Son partenaire, l'UMQ, compte 200 membres représentant six millions de citoyens et gère près de 90 % des budgets municipaux. L'Union se veut un carrefour de la réflexion municipale québécoise et un agent de communication privilégié entre les gouvernements et les municipalités.

## Unis contre les pesticides

Sur le plan de la recherche, la collaboration entre la chaire et l'UMQ vise à permettre aux municipalités de développer leurs capacités sur le plan des compétences et des stratégies d'action en vue d'atteindre le développement durable. Pour les municipalités, qui disposent de peu de ressources, le défi consiste à penser les problèmes globalement et à agir localement, explique Marieke Cloutier de l'UMQ. Dans un contexte où l'État

sciences de l'environnement de dresser un état des lieux. Marieke, qui devait concevoir et élaborer le mémoire de l'UMQ, menait en parallèle le même type de réflexion. Puis nous avons commandé conjointement une étude qui a servi autant à l'Union qu'à la chaire», raconte M. Lepage. «On échangeait de l'information et nous avions la même position, soit recommander l'élimination des pesticides les plus à risque pour la santé humaine», de poursuivre Mme Cloutier.

## Va-et-vient entre terrain et laboratoire

Pour l'UMQ, il importe de développer une vision d'ensemble des problèmes qui ne se limite pas à l'expérience pratique. En retour, précise Mme Cloutier, «il nous apparaît nécessaire que la chaire participe à des activités de terrain pour ensuite retourner en laboratoire de recherche.» Pour sa part, M. Lepage considère que la recherche appliquée fait partie de la mission de la chaire. «Cela présuppose une présence des chercheurs sur le terrain, non seulement pour cueillir des informations qui seront traitées et analysées, mais aussi pour mieux



Photo : Michel Giroux

Marieke Cloutier

comprendre le processus décisionnel, le rôle des collectivités locales, et permettre des actions efficaces. Être en contact direct avec ceux qui vivent les problèmes constitue la meilleure façon de procéder.»

Dans le dossier des pesticides, souligne-t-il, il se pose des questions dont une partie des réponses se trouve dans le champ des sciences naturelles. «En même temps, les autorités de la Ville de Montréal nous demandent de contribuer à définir des programmes permettant aux citoyens de s'impliquer davantage. Nous devons donc faire de l'éducation relative à l'environnement et développer des compétences chez les employés des municipalités. On voit alors que le problème et sa solution font appel à plusieurs types de connaissances. Notre démarche de recherche appliquée est en lien direct avec la demande sociale, mais sans en être totalement dépendante. La chaire n'est pas un groupe-conseil. Ses activités et son fonctionnement ne dépendent pas de sa capacité à s'assurer un marché.» Ainsi, dans la recherche

sur les pesticides, une bonne partie du financement provient des fonds publics. «Je suis certain, affirme M. Lepage, que les administrations publiques voient d'un bon œil que les sommes accordées puissent servir plus largement à la collectivité.» Au chapitre de la propriété intellectuelle, il existe une entente tacite entre la chaire et l'UMQ. Avant de diffuser les résultats d'une recherche, les partenaires se consultent tout en s'assurant que les auteurs du travail intellectuel soient reconnus.

En tant que chercheur, Laurent Lepage se demande quel type de connaissances peuvent servir à améliorer la qualité de vie ? Qui sera le porteur de ces connaissances et comment seront-elles intégrées dans les décisions ? Du côté de Marieke Cloutier, le partenariat est source de motivation. «Cela nous incite à briser avec les vieux schèmes de pensée. Toutes les questions qui intéressent la chaire — gouvernance, autonomie municipale, rôle des décideurs — nous interpellent.» ●